

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

HUITIÈME ANNÉE N° 781 DU 28 MARS 2013

1801/2013 : 212^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

LA CITATION DE LA SEMAINE

« Une justice sans morale devient injustice. »

BENOIT XVI



2013 : ANNÉE

LÉONARD SÉNÉCAL

HOLLANDE RESTE SILENCIEUX

SUR LES PROBLÈMES

GUADELOUPÉENS

QUI SONT PLUS GRAVES

QUE CEUX DES FRANÇAIS



AFFAIRES NATIONALES

POLITIQUE

HOLLANDE, LA GUADELOUPE EXISTE ET SOUFFRE

François Hollande était l'invité du JT de France 2 ce jeudi, alors que sa cote de popularité est au plus bas (36% d'opinions favorables selon une enquête LH2/Le Nouvel Observateur publiée lundi 25 mars). Emploi/chômage, croissance, impôts, déficits publics, retraites, intervention au Mali, mariage homosexuel, ou encore cumul des mandats ont été les principaux dossiers abordés. Voici les principaux points à retenir de cet entretien :

Chômage - "A la fin de l'année, nous aurons une baisse du nombre de chômeurs", a déclaré le président dès le début de l'émission. "Ce n'est ni un vœu, ni un pronostic, mais un engagement."

Entreprises taxées à 75 % - Sur la taxation à 75%, censurée par le Conseil constitutionnel, "je vais procéder différemment", a expliqué François Hollande. "Lorsque la rémunération des grands patrons dépassera le million d'euros, l'entreprise devra prendre en charge une contribution qui atteindra 75%."

Allocations familiales - "Il n'y aura pas de fiscalisation des prestations familiales, a assuré le président. On va garder l'universalité des prestations familiales."

Pas d'augmentation d'impôt en 2014 - "Nous allons faire des économies pour ne pas demander d'effort supplémentaire aux Français. Pour 2014, aucune autre augmentation que celle déjà annoncée de la TVA, aucune nouvelle taxe."

Retraites - "L'espérance de vie s'allonge. Il va y avoir des durées de cotisations plus longues." "Pas de diminution des pensions pour les petites retraites, ajoute François Hollande. Il y aura une discussion sur les paramètres : cotisations, indexations et allongement de la durée."

Non-cumul des mandats - "Ca se fera avant la fin de mon mandat." Pas plus de précisions.

Mariage homosexuel - "C'est une conviction, un engagement que j'ai pris", a-t-il déclaré. "Je suis un président qui veut tenir mes engagements mais je veux respecter et apaiser. Donc il n'y a que le mariage pour tous et l'adoption dans certaines conditions dans le texte. (...) La PMA est renvoyée au comité national d'éthique dont l'avis sera donné à la fin de l'année."

LES RÉACTIONS EN GUADELOUPE

JEAN PAUL ELUTHER pour LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE nous a fait parvenir la déclaration suivante : « Encore une fois et pour cause , FRANCOIS HOLLANDE n' pas répondu aux questions que se posent les guadeloupéens qui vivent une crise encore plus intense que celle de la France . Alors que les français crient au scandale pour un taux de chômage de 11% la Guadeloupe à un chômage qui se situe entre 25 et 30% depuis de nombreuses années . En réalité, il a distillé des propos généraux comparable à ceux d'un étudiant de sciences po qu'il a été . Hollande doit savoir que les guadeloupéens n'ont pas de repaires , ses alliés conservateurs de l'ordre colonial étant incapables à rassembler autour de perspectives claires . A cet égard , ne pas indiquer la demande de la Polynésie adressée à l' ONU d'être réinscrite sur la liste des pays à décoloniser est l'illustration d'un mépris vis à vis des polynésiens et de la communauté internationale .On ne peut pas utiliser une résolution des Nations unies pour faire la guerre au Mali et cacher cette démarche. Ne pas dire un mot pour commémorer les

victimes de la traite négrière est aussi du mépris qui n'est plus acceptable ».

ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ

PROFONDE ET DURABLE STAGNATION DE L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE EN 2012

L'observatoire économique Caraïbe qui est de tendance nationaliste nous donne son premier bilan économique de la Guadeloupe en 2012 à partir des données diffusées par les organismes de l'administration coloniale.

« L'économie guadeloupéenne a été en récession en 2012 . Le PIB a diminué . L'activité n' a donc pas fait diminuer le chômage, qui se maintient à un niveau élevé. La consommation des ménages, véritable moteur de la croissance du supermarché qu'est devenue la Guadeloupe , n'a pas été suffisante en dépit d'une inflation modérée , mais du fait d'une baisse du pouvoir d'achat et du maintien des inégalités de rémunération entre le secteur public qui bénéficie d'une prime de 40% et le secteur privé . L'investissement privé qui est déjà modeste n'a pas redémarré et les exportations sont structurellement défailtantes . Tous les secteurs , l'agriculture et l'industrie, le commerce , le tourisme, en dépit du net redressement de la croisière et le BTP ont eu une activité qui diminue . Ces difficultés se maintiennent et se développent malgré un financement globalement satisfaisant de l'économie par le système bancaire.

L'inflation est contenue en 2012 : elle est en moyenne de +1,9 %, et atteint +2,1 % en fin d'année. Cette hausse moyenne est sensiblement inférieure à celle de 2011 (+2,6 %). Les prix de l'énergie (+5,4 %) ont connu une évolution moins vive qu'en 2011 (+11,8 %) et ceux des produits manufacturés (+0,4 %) ont stagné.

Le nombre de demandeurs d'emploi a continué de croître en 2012 : il s'élève à 59 660 en fin d'année (+4,6 %). L'offre d'emplois diminue de 8,8 % après -6,4 % en 2011, en raison de la récession . Selon l'enquête annuelle sur l'emploi réalisée par l'Insee au

deuxième trimestre 2012, le taux de chômage en Guadeloupe reste cependant stable. Il est de 22,9 %, soit un niveau équivalent à celui constaté au deuxième trimestre 2007 (23 %).

La consommation des ménages vigoureuse au premier trimestre, s'est essoufflé progressivement. Les importations de produits agroalimentaires augmentent de 2,6 % et celles de biens de consommation de 1,2 %, contre respectivement +8,0 % et +6,1 % en 2011. Parallèlement, les encours de crédits à la consommation stagnent (+0,5 %).

L'investissement des entreprises déjà modeste a montré à nouveau des signes de faiblesse. Les importations de biens d'équipement, affichent une baisse de 13,2 % sur un an, cependant que l'encours des crédits d'investissements accordés aux entreprises diminue de 2,1 % à fin décembre.

La modeste consommation des ménages a pesé sur les importations, qui diminuent légèrement en 2012 (-0,4 % ; -1,6 % hors produits pétroliers) : la diminution sensible des importations de biens d'équipement des entreprises (-13,2 %) est en partie compensée par la hausse des achats de biens intermédiaires (+5,8 %), de biens d'équipement des ménages (+15,0 %), de produits agroalimentaires (+2,6 %) et, dans une moindre mesure, de biens de consommation (+1,2 %). Les exportations sont en repli (-8,7 %).

PERSPECTIVES CONTRASTÉES POUR L'ANNÉE 2013 SELON L' IEDOM

C'est le constat de l'IEDOM dans sa dernière lettre : « L'économie guadeloupéenne présente depuis le deuxième trimestre 2012 les signes d'un ralentissement qui pourrait se prolonger, dans un contexte de stagnation attendue de la croissance française et de tensions persistantes dans la zone euro. La consommation des ménages, véritable moteur de la croissance, manque de fermeté, et il est encore difficile de dire si les consommateurs vont retrouver le chemin de la dépense dans cet environnement marqué par la progression du chômage. L'espoir pour 2013 passe par la consolidation rapide des secteurs clés que sont le tourisme et le BTP. L'activité touristique devrait notamment profiter du renouveau de la croisière, dont la haute saison s'annonce très prometteuse. L'économie

guadeloupéenne pourrait également bénéficier d'un redressement dans le secteur du BTP, à la faveur d'une production accrue de logement sociaux et d'un investissement immobilier privé soutenu par des taux d'intérêt toujours bas. Au-delà, les défis de la prise en charge du vieillissement de la population et de la dépendance, ou encore de l'amélioration des infrastructures publiques, vont nécessiter le lancement de grands chantiers structurants (EPHAD ; transports collectifs ; mise aux normes parasismiques ; desserte en eau et modernisation de l'assainissement...) qui pourraient permettre à la Guadeloupe de trouver des nouveaux moteurs d'une croissance durable ».

LA CO-ENTREPRISE BANQUE POSTALE/CDC CRÉÉE

La co-entreprise de la Banque Postale et de la Caisse des dépôts (CDC), dernière pierre du dispositif public de financement des collectivités et des hôpitaux, est officiellement lancée, ont annoncé hier les deux groupes dans un communiqué commun. Cette filiale, détenue à 65% par la Banque Postale et à 35% par la CDC, a été nommée la Banque Postale Collectivités Locales. Elle doit assurer des prestations de services en lien avec la commercialisation de crédits aux collectivités locales et aux hôpitaux par la Banque Postale. Ces prêts seront ensuite refinancés par la Société de financement local (Sfil), étage inférieur de la banque des collectivités dont sont aussi actionnaires la Banque Postale (5%) et la Caisse des dépôts (20%). L'état détient le solde du capital de cette structure (75%). Le secteur du financement des collectivités avait souffert de la faillite de la banque franco-belge Dexia, qui en était l'un des acteurs majeurs. Dans le schéma retenu pour la banque des collectivités, c'est la Banque Postale qui distribue directement les prêts aux collectivités, comme elle a commencé à le faire depuis juin pour les crédits de trésorerie et novembre pour les prêts à moyen et long terme. L'objectif fixé pour l'année 2013 est de 5 milliards d'euros de prêts à distribuer aux collectivités locales et aux hôpitaux. La co-entreprise, qui comptera une trentaine de collaborateurs, aura à son conseil d'administration trois représentants de la Banque postale et deux de la CDC.

COMMUNICATION

MIEUX CONNAITRE GOOGLE

La stratégie de diversification du géant américain est à l'origine de nombreuses créations de produits et services estampillés Google. Et plus ils sont nombreux, plus ils passent inaperçus... Google est une araignée

géante qui, jour après jour, tisse un nouveau morceau de toile, sous la forme d'un produit ou d'un service, de manière à étouffer encore un peu plus le marché. A l'origine simple moteur de recherche, le géant américain a su se diversifier en proposant à ses utilisateurs des services comme Gmail, Google Earth ou encore récemment le réseau social Google +. Si ces derniers services demeurent bien connus des internautes, il existe une ribambelle de petits services ou produits qui gagnent encore aujourd'hui à être connus et qui pourraient bien vous apporter une aide précieuse dans votre vie de tous les jours. Plusieurs sites, dont Business Insider, énumèrent les plus notables d'entre eux :

1/ Google Mars : pour explorer la planète rouge

Google Mars, dont l'interface est très semblable à celle du service de cartographie classique Google Maps, est un outil qui permet de visualiser la surface de la planète Mars de façon très détaillée. Des liens ont été ajoutés à l'interface pour permettre de lister les lieux ou les objets remarquables (cratères, canyons et même engins spatiaux comme la sonde Mars Pathfinder). Il est également possible de visualiser les clichés pris par les landers et rovers envoyés sur Mars et de suivre la progression de ces derniers grâce à un système de tracés de leur parcours.

2/ Google Scholar : pour trouver son bonheur dans la littérature de recherche universitaire

Lancé en novembre 2004, le service Google Scholar permet d'effectuer des recherches sur des articles revus par des comités de lecture, des thèses, livres, résumés analytiques et articles. Les travaux disponibles sur Google Scholar proviennent de sources telles que des éditeurs scientifiques, des sociétés savantes, des référentiels de prépublication, des universités et d'autres organisations de recherche. Google Scholar est entièrement gratuit.

3/ Google Art Project : pour visiter un musée dans son canapé

Mis en ligne en février 2011, Google Art Project permet de visiter virtuellement certains des plus grands et des plus célèbres musées du monde. 17 musées ont participé au lancement du service, ils sont désormais pas moins de 155 à être associés au projet. On y retrouve notamment le fameux Metropolitan Museum of Art de New York et le National Gallery de Londres. Il est désormais possible d'admirer de

manière extrêmement détaillée des Van Gogh, Picasso ou autre Dali, sans bouger de chez soi, en quelques clics seulement...

4/ Build With Chrome : pour réaliser des images Lego 3D

Le service Build with Chrome émane d'un partenariat entre le fabricant de jouets Lego et Google Australia. Le but du service est avant tout de montrer les capacités du navigateur créé par Google, Chrome, en termes de réalisation et d'affichage d'images en trois dimensions. Les fans du jeu de construction pourront même construire leurs propres structures Lego 3D, puis les partager et les comparer à ceux de leurs amis via les réseaux sociaux. En effet, les internautes peuvent choisir un lieu sur la carte Build, choisir la dimension de leur briques, la couleur, et enfin les assembler de manière à "réinventer" l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

5/ Google Think : pour trouver l'inspiration marketing

Le service Google Think est un site de ressources pédagogiques sur le marketing en ligne. Il propose aux publicitaires, et aux professionnels du marketing, des idées et des inspirations qui proviennent directement de Google. Le site contient des recherches, des entretiens avec des experts et des études dont le but avoué est d'inspirer les professionnels dans leurs démarche marketing. Il présente également les dernières recherches de Google, et les perspectives stratégiques de la firme, indique Le journaldunet.com.

6/ Google Sound Search : pour retrouver le nom de la musique qui vous entête

L'outil Google Sound Search permet d'identifier le titre et l'interprète d'une musique quasi instantanément. Après avoir identifié la musique, l'utilisateur peut l'acheter sur la plateforme Google Play et la transférer ensuite directement vers son lecteur. Les musiques identifiées sont automatiquement stockées, de manière à ce que l'internaute puisse revenir dessus quand il le souhaite. Sound Search est loin d'être la première application de reconnaissance musicale sur le marché. Le site canadien Canoe.ca nous rappelle que Shazam et Soundhound sont déjà des applications extrêmement populaires.

7/ Schemer : pour vous aider à réaliser vos objectifs, seul ou à plusieurs

Schemer est un service qui aide ses membres à organiser et à réaliser leurs objectifs personnels. Lors de l'inscription sur le site, il est demandé à l'utilisateur de renseigner ses centres d'intérêt et passions. A partir de là, Schemer propose une liste d'activités, des "schemes", en rapport avec vos centres d'intérêt. Selon la définition donnée par Google, un "scheme" est une chose que vous souhaitez faire, réaliser ou découvrir, dans n'importe quel domaine, et de n'importe quelle envergure. Le service est davantage efficace dans les lieux urbains, densément peuplés, précise Business Insider. Schemer se base sur les connexions Google+ et indique à l'utilisateur les différents schemes de ses "cercles". Un onglet "Accomplices" (compères) lui permettra ensuite d'organiser un événement avec ses cercles d'amis, indique le site internet Presse-citron.net

8/ Power searching with Google : pour optimiser vos recherches sur Google

Sur Powersearchingwithgoogle.com, l'utilisateur Google trouvera des trucs et astuces pour optimiser un maximum ses recherches. L'internaute pourra donc y apprendre des manières plus rapides, et plus efficaces, de trouver son bonheur sur la toile. Des classes virtuelles sont disponibles et des exercices sont à disposition des internautes. Un certificat d'aptitude est même remis aux internautes les plus studieux... Chez Google, on ne rigole pas avec les recherches.

9/ Google Moderator : pour avancer dans ses projets en recevant des questions pertinentes

Lancé en septembre 2008, Google Moderator est au premier abord un forum de discussions classique sur lequel les internautes peuvent poser des questions et partager des idées. De manière plus précise, l'outil permet de choisir un thème, faire un post dessus, et de laisser ensuite les autres membres poser et noter les questions des autres. Une excellente manière de sélectionner les questions les plus pertinentes, y tenter d'y répondre, et par conséquent faire un pas de plus vers la réalisation de ses objectifs.

10/ <https://encrypted.google.com/> : pour faire des recherches sécurisées

Google, via l'adresse https://encrypted.google.com, permet d'effectuer des recherches sécurisées à l'aide du protocole SSL. Grace à cet outil, aucune partie tierce (fournisseur d'accès ou employeur) ne pourra capter ce que vous cherchez, ni les résultats de vos recherches. Un problème a été relevé par le site Dfsc.net. Il réside dans le fait que les résultats de pages de recherche donnent des différences significatives selon que vous utilisiez google.fr ou https://encrypted.google.com. Autre soucis, si la recherche cryptée vous protège contre bien des choses, il ne vous protégera pas de Google... qui continue toujours à exploiter les informations qu'il peut glaner sur vous lors de vos nombreuses recherches.

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



AFFAIRES MONDIALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

DES EXPERTS DE L'ONU PLAIDENT POUR DE NOUVEAUX PARTENARIATS MONDIAUX

Un panel d'experts d'éminents des Nations Unies a plaidé mercredi en faveur du renforcement des partenariats mondiaux, qui permettraient d'adopter une approche humaine pour programme de développement pour la période post-2015, date-butoir des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). À l'issue d'une réunion de trois jours qui s'est déroulée à Bali, en Indonésie, le Panel de haut niveau établi par le Secrétaire général de l'ONU a publié un communiqué présentant les domaines prioritaires pour parachever le programme d'après 2015. Ces domaines incluent la gouvernance mondiale et des partenariats « modifiés et dynamisés », la protection de l'environnement, une production et une consommation durables, des moyens de mise en œuvre renforcés, l'accès aux informations et une meilleure répartition des responsabilités pour mesurer les progrès accomplis. « Lors de la réunion qui s'est tenue cette semaine, nous sommes tombés d'accord sur la nécessité de mettre au

point un programme de développement dans le cadre d'un partenariat égal entre toutes les parties prenantes », a indiqué le panel dans le communiqué. « Un tel partenariat devrait s'appuyer sur les principes d'équité, de viabilité, de solidarité, de respect de l'humanité et des responsabilités partagées en fonction des capacités respectives. Notre vision consiste à éradiquer l'extrême pauvreté sous toutes ses formes dans le contexte du développement durable et à jeter les bases d'une prospérité pour tous », a ajouté le panel. Le panel a consulté de nombreux acteurs de la société civile, des universitaires, des responsables des Nations Unies et de gouvernements, et des chefs d'entreprise, sur un large éventail de sujets liés au développement. Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait nommé les membres du panel en 2012 et leur avait confié la mission de formuler des recommandations pour un cadre ambitieux, mais réalisable, du programme de développement pour l'après 2015. Le rapport final du panel devrait être présenté au Secrétaire général à la fin du mois de mai 2013.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU EN EUROPE

Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé mercredi qu'il se rendrait samedi en Europe, notamment pour donner le coup d'envoi en Espagne de l'événement " 1 000 jours d'action pour les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) " et participer à la session d'ouverture de la Conférence de la convention sur les armes chimiques. D'après son porte-parole, M. Ban débutera dimanche sa tournée européenne à San Marin, où il participera à l'investiture des deux nouveaux chefs d'États, ou capitaines-régents, de la plus ancienne République du monde. M. Ban se rendra ensuite à Andorre et Monaco, qui célèbrent le vingtième anniversaire de leur adhésion à l'ONU, a expliqué le porte-parole lors d'une conférence de presse à New York. Jeudi prochain, le secrétaire général sera à Madrid, en Espagne, pour rencontrer des responsables gouvernementaux et lancer officiellement les 1.000 jours d'action pour atteindre les OMD avant la date butoir de 2015. A Madrid, M. Ban participera également à la réunion Conseil des Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies et se verra décerné un prix par le Nouveau Forum économique en reconnaissance de sa contribution à la promotion de la paix et de la sécurité et du développement économique et social. Enfin, dimanche 7 avril, M. Ban se rendra aux Pays-Bas pour participer à la session d'ouverture de la troisième session de la Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques. A la Haye, le secrétaire général rencontrera le président et les membres de la Cour internationale de

justice (CIJ) ainsi que les présidents de la Cour pénale internationale (CPI).

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

L'URUGUAY REJOINT LES MÉCANISMES DE L'INTÉGRATION

L'intégration latino-américaine pour laquelle le président défunt Hugo Chávez a tant fait, ne s'arrête pas. Chaque jour davantage de pays demandent à adhérer aux divers mécanismes intégrationnistes. Le cas le plus récent est celui de l'Uruguay qui vient de rendre officielle son entrée au SUCRE, le Système Unitaire de Compensation régionale, créé par l'ALBA, l'Alliance Bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique pour favoriser l'indépendance monétaire de la région. Ce mécanisme de paiement permettra d'établir une relation commerciale entre Caracas et Montevideo sans avoir recours à d'autres monnaies qui ne soient pas celles des deux pays, qui maintiennent un échange commercial dynamique et de multiples projets conjoints. Le Venezuela est le 4^e partenaire commercial de l'Uruguay, qui n'appartient pas à l'Alba mais qui entretient des relations solidaires et cordiales avec les pays membres de ce mécanisme et qui a même bénéficié de nombreuses initiatives socio-économiques mises en marche par ce bloc au bénéfice des peuples. La demande de l'Uruguay, comme l'a souligné le ministre des Affaires étrangères Luis Almagro au cours d'une visite à Caracas vient consolider l'aspiration que l'intégration régionale atteigne une dimension plus latino-américaine. En février dernier, le Nicaragua, qui est membre de l'ALBA a réalisé sa première transaction commerciale avec la Banque Centrale du Venezuela à travers le SUCRE qui s'est avéré efficace et viable. Cela est confirmé par le fait que l'année dernière, un total de 2 646 opérations de paiement par un montant de plus de 852 millions de Sucres ont été enregistrées. Cela a signifié une augmentation de 294% par rapport aux transactions réalisées en 2011. Le mois dernier, 1050 opérations ont été réalisées à travers cette monnaie virtuelle. Le montant de ces transactions a été de 384 916 480 Sucres. Le Système Unitaire de Compensation Régionale est une expression de la volonté des pays de l'Alba d'avancer dans l'établissement d'un nouvel ordre financier et économique international, caractérisé par la solidarité, la complémentarité, le respect de la souveraineté des peuples et l'inclusion sociale. Et malgré ce que certains veulent faire croire, le SUCRE est accepté y compris par des entreprises privées. Plus de 100 firmes, aussi bien publiques que privées, utilisent à l'heure actuelle cette monnaie dans leurs transactions, une monnaie qui gagne chaque jour des adeptes car elle est fiable, flexible et qu'elle permet des opérations rapides. Sans

doute, le Sucre est né pour rester, puisqu'il consolide l'intégration latino-américaine et caribéenne, favorise la souveraineté et l'indépendance financière de la région, elle contribue à la construction d'un nouvel ordre économique plus juste et équitable.

EUROPE

LA CRISE SOCIALE EMPIRE EN EUROPE

La situation sociale a empiré lors du dernier trimestre en Europe : le chômage augmente et les ménages doivent se serrer davantage la ceinture après trois ans de crise de la dette souveraine, d'après le dernier rapport trimestriel de la Commission européenne. Au dernier trimestre de 2012, "les effets négatifs des restrictions budgétaires et des hausses d'imposition sur l'emploi et le niveau de vie sont devenus de plus en plus visibles dans certains états-membres", observe le rapport publié mardi à Bruxelles. "Les personnes les plus pauvres ont très souvent été les plus sévèrement touchées", poursuit Laszlo Andor, le commissaire européen chargé des Affaires sociales. En janvier, l'UE comptait 26,2 millions de chômeurs, et environ 8 millions de jeunes actifs de moins de 25 ans étaient sans emploi. Le PIB de l'UE a également baissé de 0,5% par rapport au trimestre précédent, ce qui représente la baisse la plus importante d'un trimestre à l'autre depuis le début de l'année 2009. La Commission européenne a mis en place début de cette année un "paquet sur l'investissement social" destiné à guider les états-membres dans leurs politiques sociales pour les rendre plus efficaces, ainsi qu'un autre "paquet" pour s'attaquer au chômage des jeunes, dont le budget s'élève à 6 milliards d'euros (7,7 milliards de dollars), pour la période 2014 à 2020. Le rapport indique également que l'immigration vers les pays de l'Union européenne a ralenti et que la crise actuelle a eu un impact négatif sur le taux de fertilité.

CORÉE DU NORD

GUERRE ENTRE LA CORÉE DU NORD ET LES ÉTATS UNIS ?

Deux bombardiers B-2 Spirit partis de la base aérienne Whiteman (Missouri) ont largué des munitions factices sur des cibles sur le territoire sud-coréen. Les États-Unis montrent leurs muscles à la Corée du Nord. Face aux menaces répétées de Pyongyang, le Pentagone a décidé de ne pas rester les bras croisés en envoyant deux bombardiers furtifs B-2 (pièces essentielles de la dissuasion nucléaire américaine) en mission

d'entraînement ce jeudi au-dessus de la Corée du Sud. Les deux bombardiers B-2 Spirit sont partis de la base aérienne Whiteman (Missouri) et ont largué des munitions factices sur des cibles sur le territoire sud-coréen. But de la manœuvre : "démontrer la capacité des États-Unis à réaliser sans délai et sans restriction des frappes de précision à longue distance", affirme un communiqué du commandement des forces américaines en Corée du Sud. Une annonce qui devrait provoquer une vive réaction de la part de Pyongyang. Ce mois-ci, la Corée du nord a déjà menacé de frapper le territoire américain ou ses îles de Guam et de Hawaï, en riposte aux vols d'entraînement de B-52 au-dessus de la Corée du Sud. Le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, a par ailleurs réaffirmé mercredi "l'engagement inébranlable des États-Unis dans la défense de la Corée du Sud" face aux menaces nord-coréennes dans un entretien téléphonique avec son homologue sud-coréen.

PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Dans la Caraïbe :

En JAMAÏQUE, il y a eu des opérations sur 16 actions dont 6 fermes négociés. Le volume du marché s'élève à 11.299.072 unités pour une valeur de plus de \$ 429.984.171. La JSE All composite jamaïcain a diminué de 1,071.31 points (1,37%) pour clôturer à 77,254.06.

A TRINIDAD, il y a eu des opérations sur 12 titres dont 3 fermes négociés. L'activité sur le marché a enregistré un volume de 428.474 parts d'une valeur de \$ 14,743,328.22. L'Indice Composite a augmenté de 0,74 points (0,07%) pour clôturer à 1,095.89.

En Amérique latine :

AU BRÉSIL, l'indice boursier IBOV (Bovespa Brasil Sao Paulo Stock Exchange Index) a augmenté de 3 17.80 points (0.57%) pour clôturer à 56,362.67.

ASIE

La baisse domine largement ce matin sur les bourses asiatiques, plombées par de nouvelles restrictions sur les banques chinoises et par le retour des incertitudes en Europe. Après une séance négative hier à Wall Street et surtout en Europe (-0,2% pour le Dow Jones, -1,1% pour l'EuroStoxx 50), l'indice Nikkei a cédé 1,26% ce matin en clôture, tandis que le Shanghai Composite plonge de 2,8% en séance, Hong Kong perd 1,1% et Taiwan cède 0,3%. De son côté, Séoul est inchangé, Sydney cède 0,5%, Singapour recule de 0,1% et Bombay (indice BSE Sensex) lâche 0,2%. Sur le marché des changes, l'Euro lutte pour retrouver le seuil de 1,2800\$ (+0,08%) ce matin, mais reste proche de ses plus bas niveaux depuis 4 mois. Les investisseurs restent sur leurs gardes face à la crise chypriote, qui a contribué à un regain de tension sur les taux d'intérêts de l'Italie et de l'Espagne hier. A Chypre, les banques rouvriront ce matin après près de deux semaines de fermeture et après la signature d'un plan de sauvetage qui prévoit une forte ponction sur les dépôts supérieurs à 100.000 euros. Les autorités se préparent à gérer des bousculades devant les agences bancaires ce jeudi et pour éviter une fuite massive des capitaux, l'Etat a imposé des limites au montant des retraits et des virements.

ÉTATS UNIS

Wall Street a fini en nette hausse ce jeudi soir, malgré des chiffres mitigés de l'emploi hebdomadaire et du PIB du quatrième trimestre outre-Atlantique, ainsi qu'un PMI de Chicago décevant. Le S&P500 vient enfin de battre son record historique qui remontait au mois d'octobre 2007 ! Le Dow Jones a également enregistré un nouveau sommet ce jeudi soir ! Rappelons que la cote américaine sera fermée vendredi pour le "Good Friday". Le DJIA a gagné 0,36% à 14.578 pts, le Nasdaq a progressé de 0,34% à 3.267 pts, et le S&P500 a augmenté de 0,41% à 1.569 pts. D'après le Département américain au commerce ce jeudi, le PIB des Etats-Unis pour le quatrième trimestre 2012 a progressé sur un rythme annualisé révisé à 0,4%, contre un consensus de 0,5% et une estimation antérieure de +0,1%. La consommation personnelle au dernier trimestre 2012 a été réévaluée à +1,8%, contre +2,1% de consensus. Il s'agissait de la troisième et dernière évaluation de ce PIB américain du T4. L'indice de prix rattaché au PIB trimestriel a augmenté sur un rythme de 1%. Selon le Département américain au travail ce jeudi, les inscriptions hebdomadaires nouvelles au chômage, pour la semaine close le 23 mars, se sont établies à 357.000, contre 340.000 de consensus chez les économistes de la place. Cela traduit une augmentation de 16.000 des inscriptions en comparaison de la semaine antérieure. L'indice d'activité manufacturière régionale PMI de Chicago pour le mois de mars 2012 est ressorti à 52,4, contre un consensus de place de 56,5 et un niveau de 56,8 rapporté le mois dernier. Supérieur à 50, l'indice du mois de mars indique tout de même encore une expansion de l'activité. L'indicateur d'activité manufacturière régionale de la Fed de Kansas City pour le mois de mars 2013 est ressorti négatif de -5 points, contre un consensus de -3 et un niveau de -10 en février. L'indice traduit donc toujours une contraction de l'activité, puisqu'il ressort encore négatif.

EUROPE

Les marchés d'actions européens ont terminé en hausse jeudi, tandis que Wall Street était également dans le vert, le soulagement l'emportant après la réouverture dans le calme des banques de Chypre alors que les plus pessimistes prédisaient un mouvement de panique. À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 0,53% (19,78 points) à points. Le Footsie britannique a pris 0,38% et le Dax allemand 0,08%, tandis que l'indice EuroStoxx 50 a progressé de 0,34%. Les marchés seront fermés vendredi en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie, Espagne, Suisse, Belgique, à Hong Kong et aux Etats-Unis pour cause de week-end pascal. Sur la semaine, le CAC 40 a perdu 1,0% tout en gagnant 0,23% au mois de mars et 2,48% au cours du premier trimestre. Le contexte de doute qui continue de dominer favorise les valeurs défensives.

CHANGE

L'euro se reprenait jeudi, remontant au-dessus de 1,28 dollar après la réouverture dans le calme des banques à Chypre, mais le marché restait attentif à la situation de l'île tout comme à l'Italie, toujours en pleine impasse politique. Vers 17H00 GMT, l'euro cotait 1,2820 dollar contre 1,2776 dollar mercredi à 21H00 GMT. Il était descendu mercredi jusqu'à 1,2751 dollar, au plus bas depuis le 21 novembre. La devise européenne se ressaisissait également face à la monnaie nippone, à 120,56 yens contre 120,65 yens mercredi soir, après être descendue à des niveaux plus vus depuis un mois. Le dollar baissait en revanche face à la monnaie japonaise, à 94,08 yens contre 94,42 yens la veille au soir. Enfin, le yen restait fragilisé, dans l'attente de la convocation d'une réunion extraordinaire de la Banque du Japon (BoJ) par son nouveau gouverneur, Haruhiko Kuroda, qui a promis une politique monétaire très accommodante --susceptible de diluer la valeur de la devise nippone. Vers 17H00 GMT, la livre britannique se stabilisait face à l'euro, à 84,45 pence pour un euro, après avoir atteint un sommet depuis deux mois (à 84,16 pence). La livre progressait face au billet vert, à 1,5174 dollar. La devise helvétique montait face à l'euro, à 1,2164 franc suisse pour un euro, mais grimpait face au billet vert, à 0,9492 franc pour un dollar. L'once d'or a fini à 1.598,25 dollars au fixing du soir, contre 1.603 dollars mercredi. La monnaie chinoise a terminé à 6,2143 yuans pour un dollar, contre 6,2138 yuans mercredi.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les prix du pétrole hésitaient et restaient cantonnés dans une fourchette étroite jeudi en fin d'échanges européens, alors que le marché digérait des statistiques mitigées aux États-Unis, à l'approche de la pause du week-end de Pâques. Vers 17H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 109,38 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 31 cents par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance gagnait en revanche 15 cents à 96,73 dollars, continuant de se maintenir à des niveaux plus vus depuis près de six semaines. "Les prix du WTI ont hésité entre progression et recul pendant l'essentiel de la journée, alors que le marché digère les inscriptions au chômage et les chiffres du PIB américains, tout en gardant un oeil sur l'actualité en

zone euro.

Les cours du pétrole s'affichaient en hausse jeudi matin en Asie, portés par des indicateurs économiques positifs aux Etats-Unis et l'accélération de la production de brut américain même si la hausse était pondérée par les inquiétudes concernant la zone euro. Après avoir atteint mercredi un plus haut depuis près de six semaines, le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en mai gagnait jeudi 17 cents, à 96,75 dollars, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord à même échéance prenait 11 cents, à 109,69 dollars. Les prix du brut accroissent leurs gains "sous l'effet de données économiques relativement solides et une réouverture d'installations" pétrolières aux États-Unis, premier consommateur mondial d'or noir, a relevé Sanjeev Gupta chez Ernst & Young à Singapour.

Prix des carburants en France

| | | | | | | |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| SP98 | SP95 | E10 | Gas + | Gas | E85 | GPL |
| 1.646 € | 1.585 € | 1.582 € | 1.493 € | 1.420 € | 0.912 € | 0.848 € |

Prix des carburants en Guadeloupe

| | |
|---------------|--------|
| Sans plomb 98 | Gasoil |
| 1,56€ | 1.48 € |

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



MANAGEMENT ET DROIT

INTERNET ET LICENCIEMENT

Dans un arrêt du 23 février 2013, la Cour de cassation a validé un licenciement pour faute grave, en posant le principe selon lequel « [...] une telle utilisation d'internet [...] pendant son temps de travail présentait un caractère particulièrement abusif et constitutif d'une faute grave ». En l'espèce, une salariée s'était connectée plus de 10 000 fois à des sites non professionnels sur son lieu de travail durant deux courtes périodes (14 jours puis 4 jours ; à moins d'un mois d'intervalle : soit 555 connexions par jours environ). Parmi les contenus consultés se trouvaient de

nombreux sites de voyage, des comparateurs de prix, des réseaux sociaux, des sites de marques de prêt-à-porter.. Cette décision vient s'ajouter à un nombre important de jurisprudences en la matière, puisque la Cour de cassation avait déjà considéré que le fait d'user « de la connexion internet de l'entreprise, à des fins non professionnelles, pour une durée totale d'environ quarante et une heures » durant un mois constituait une faute grave dans un arrêt du 18 mars 2009. Mais, paradoxalement, la jurisprudence rappelle régulièrement le droit pour les salariés de disposer d'une sphère d'intimité sur leur lieu et pendant leur temps de travail (Jurisprudence Nikon (Cass. soc. 2 octobre 2001)), ce qu'aucune charte interne à l'entreprise ne peut interdire. Mais tout cela reste une question d'équilibre. Rappelons quelques règles imposées à l'employeur :

- il est autorisé à prendre connaissance des sites consultés par les salariés, y compris en dehors de la présence de l'employé, dès lors que cette information est obtenue grâce à des fichiers produits automatiquement par le système d'exploitation de la machine ou par les programmes installés ;

- l'utilisation du journal de connexion d'un serveur central, répertoriant l'ensemble des consultations des salariés est interdite pour détecter des connexions excessives : les informations recueillies sont par défaut assimilables à des données personnelles et la collecte de ces informations nécessite pour l'employeur de réaliser une déclaration préalable auprès de la CNIL ;

- les « keyloggers » qui permettent d'enregistrer à distance toutes les actions accomplies sur un ordinateur sont illicites ;

- les instances représentatives du personnel doivent être informées ou consultées avant la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle de l'activité, et chaque employé doit être notamment informé des finalités poursuivies.

Il est donc recommandé de fixer en amont des limites à l'utilisation d'Internet par les salariés et notamment d'instaurer : une charte informatique qui permet d'informer les salariés sur les règles à respecter concernant leurs connexions internet. Elle pourra également définir les conditions d'accès à son poste informatique par l'employeur et informer le salarié des processus de contrôle mis en place tels que l'installation d'un dispositif de filtrage des sites non autorisés ; l'interdiction de télécharger des logiciels, d'accéder à une messagerie personnelle sur Internet ou d'utiliser une messagerie instantanée ; le contrôle par l'employeur en fin de la journée des données globales de connexion à Internet. Une politique de déclaration des traitements des données personnelles évite de se voir opposer l'illicéité d'un moyen de preuve.

DÉCLARATION D'IMPÔT SUR LE REVENU : CE QUI CHANGE EN 2013

La déclaration de revenu 2012 arrivera bientôt dans votre boîte aux lettres. Sur la forme, elle est plus simple à remplir, notamment en ligne. Sur le fond, beaucoup de hausses et quelques baisses. Le point complet. Les contribuables commenceront à recevoir leur déclaration à partir du 15 avril. Ils auront jusqu'au 27 mai pour la renvoyer sous forme papier, et jusqu'au 3, 7 et 11 juin, selon leur département, sous forme électronique. Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici et le ministre délégué au Budget Bernard Cazeneuve ont lancé mercredi la campagne 2013 de l'impôt sur le revenu, marquée par une série d'augmentations ciblées, en priorité sur les hauts revenus. Les contribuables commenceront à recevoir leur déclaration à partir du 15 avril. Ils auront jusqu'au 27 mai pour la renvoyer sous forme papier, et jusqu'au 3, 7 et 11 juin, selon leur département, sous forme électronique. Passage en revue des nouveautés.

Sur la forme

- Simplification de la déclaration avec un pré-remplissage plus efficace, par exemple de la prime pour l'emploi et, dans le cas de la déclaration papier, suppression de l'obligation de joindre des justificatifs (dons, frais de crèche...).
- Augmentation de 20% à 45% de procédures de paiement par virement bancaire et non par chèque, ce qui nécessite la collecte des coordonnées bancaires des contribuables.
- Simplification de la télé-déclaration avec l'utilisation d'un mot de passe associé à un numéro fiscal plutôt que d'un identifiant.
- Limitation des manipulations papier: suppression de la traditionnelle lettre des ministres expliquant la politique fiscale qui accompagne la déclaration de revenus (gain de 850.000 euros).
- Suppression des mentions "vous" et "votre conjoint", qui deviennent "déclarant 1" et "déclarant 2".

Les augmentations

- Une nouvelle tranche d'imposition à 45% est créée pour les 50 000

contribuables gagnant plus de 150 000 euros annuels par part.

- Le plafond du quotient familial est abaissé de 2336 euros à 2000 euros par demi-part additionnelle.

- De nombreuses niches fiscales sont rabotées de 15%.

- Poursuite du gel du barème, qui n'est plus indexé sur l'inflation: cela a pour conséquence une augmentation générale de 1,2% de l'impôt sur les revenus perçus en 2012, payé en 2013, sauf pour les deux premières tranches qui bénéficient cette année d'une décote.

- Les stock-options obtenues à partir du 28 septembre 2012 et les actions gratuites sont imposées au barème de l'impôt sur le revenu.

- Augmentation des taux d'imposition des dividendes de 19% à 21% (sauf ceux bénéficiant à des organismes à but non lucratif qui restent à 15%), auxquels s'ajoutent les prélèvements sociaux et suppression de l'abattement fixe annuel applicable aux revenus de capitaux.

- "Exit tax" : augmentation de 19% à 24% du taux d'imposition des plus-values latentes lorsqu'un contribuable a installé le siège de son entreprise à l'étranger après le 28 septembre 2012.

- Augmentation de la taxation des plus-values sur les valeurs mobilières à 24%.

- Abattement pour durée de détention d'un bien immobilier: il est désormais fixé à 2% par année de détention au-delà de la cinquième, à 4% au-delà de la 17e et de 8% au-delà de la vingt-quatrième. Exonération totale à partir de 30 ans de détention, exonération totale de la première acquisition si toute la plus-value est réemployée dans le l'achat de sa résidence principale.

Les réductions

- Réduction pour avoir investi dans les PME avec des plafonds portés de 20 000 à 50 000 pour les célibataires, de 40 000 à 100 000 euros pour les couples mariés.

- Réduction d'impôt de 60% sur les opérations de mécénat au profit d'organismes agréés pour le financement d'entreprises.

PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD



TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures.

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut.**

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

POPULATION

POPULATION 2011: 401 784 habitants

OFFRE

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand (2 690)

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 853

DEMANDE

CONSOMMATION 2011: 8 488 (5 126 ménage et 3 362 administration)

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

PRIX

FÉVRIER 2013 : - 0,3% sur un mois ; 1,5 % sur un an

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI (A B C) EN FÉVRIER 2013 : 66 320 (+1,4% sur un an)

OFFRE D'EMPLOI EN FÉVRIER 2013 : 730 (- 4,1% sur un an)

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand)

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires (état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

ENTREPRISES CRÉÉS

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5004

PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE



LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE : 22 BIS
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

INTERNET

SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;
<http://www36.jimdo.com/app/s060009c26218383e/p0f5a47fdd2282739/>

FACEBOOK <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**
COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES
COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:
Abonnement : 0690 40 42 55 ;
Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ; Agence de presse :
Média info

LA NATION

LE REGARD DES GUADELOUPÉENS

SUR LA GUADELOUPE

ET

SUR LE MONDE

·
·